

Jean-Pierre WALLOT

Docteur en histoire, professeur d'histoire, Université de Montréal

(1984)

“L'Histoire et le néo-nationalisme des années 1947-1970.”

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com
[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par [Diane Brunet](#), bénévole, guide, retraitée du Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir du livre de :

Jean-Pierre WALLOT

“L'Histoire et le néo-nationalisme des années 1947-1970.”

In *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec. Tome premier*, Chapitre VI, pp. 111-116. Textes réunis par Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin, Richard Salisbury, Marc-Adélar Tremblay, Denis Szabo, Jean-Pierre Wallot, Paul Bernard et Claire-Emmanuelle Depocas. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, 310 pp.

[Autorisation formelle accordée le 18 janvier 2016 par le directeur général des Presses de l'Université de Montréal, Monsieur Patrick Poirier, de diffuser ce livre en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : Patrick Poirier : poirierp@editionspum.ca

Les Presses de l'Université de Montréal : <http://www.pum.umontreal.ca>

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 17 juillet 2016 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Jean-Pierre WALLOT

Docteur en histoire, professeur d’histoire, Université de Montréal

“L’Histoire et le néo-nationalisme
des années 1947-1970.”



In *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*. Tome premier, Chapitre VI, pp. 111-116. Textes réunis par Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin, Richard Salisbury, Marc-Adélar Tremblay, Denis Szabo, Jean-Pierre Wallot, Paul Bernard et Claire-Emmanuelle Depocas. Montréal : Les Presses de l’Université de Montréal, 1984, 310 pp.

Nous voulons témoigner notre gratitude à l'éditeur, *Les Presses de l'Université de Montréal*, pour nous permettre la diffusion de ce livre en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.



Le directeur général des Presses de l'Université de Montréal, Monsieur Patrick Poirier, nous a accordé, le 18 janvier 2016, sa permission de diffuser ce livre en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriels : Patrick Poirier : poirierp@editionspum.ca

Les Presses de l'Université de Montréal : <http://www.pum.umontreal.ca>

Jean-Marie Tremblay, C.Q., sociologue
fondateur, Les Classiques des sciences sociales
Chicoutimi, Québec,
Lundi, le 15 juillet 2016.

[111]

CONTINUITÉ ET RUPTURE.

Les sciences sociales au Québec.

TOME I

Première partie

L'histoire par ceux qui l'ont faite

Chapitre VI

“L'histoire et le néo-nationalisme des années 1947-1970.”

Jean-Pierre WALLOT

Toutes les idéologies canadiennes-françaises gravitent autour du passé : d'un passé mythique où les Canadiens, maîtres en partie chez eux, auraient collaboré avec les Français à l'édification d'une société coloniale originale ; d'un passé tragique où la Conquête anglaise de 1760 a rompu le procès de colonisation, menacé de disparition et forcé le peuple canadien-français à une survivance difficile ; d'un passé ambigu où dominaient, selon les auteurs et les intérêts contemporains, des valeurs cléricales, aristocratiques, autoritaires, familiales — une sorte d'« Ancien Régime », de « folk society » —, ou encore des valeurs accordées aux occupations et aux circonstances de la colonisation, soit le commerce, la liberté, l'égalité, le courage. Au fond, l'histoire est devenue l'alibi majeur : celui des Bourget, des Duplessis, des Trudeau, des Lesage. C'est-à-dire que notre condition de société humaine a été occultée par le mythe (idéaliste ou réaliste) et par la science sociale qui adore magnifier le menu détail, dans le temps et l'espace, pour l'extrapoler en amont et en aval.

Il reste que dans le Québec d'après la Deuxième Guerre mondiale, l'histoire nationale a nourri une lame de fond qui a puissamment con-

tribué à la construction du Québec « moderne » de la Révolution tranquille : le néo-nationalisme, appelé moins charitablement « histoire noire », « histoire pessimiste » ou « histoire ethnocentrique » par ses critiques avant que certains d'entre eux n'en deviennent des convertis. Et cette poussée, qui a provoqué plusieurs ruptures dans le nationalisme traditionnel, a éclaté dans toute sa force dans l'école historique dite de Montréal, c'est-à-dire chez quelques professeurs qui se retrouvèrent simultanément à l'Institut, puis au Département d'histoire de l'Université de Montréal : MM. Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet. Bien des autonomistes de la Révolution tranquille et des rinistes, pour ne pas mentionner les souverainistes gagnés à l'association, doivent des pans importants de leur armature idéologique à l'École historique de Montréal, même s'ils n'en ont jamais entendu parler de façon explicite.

On connaît le schéma classique de Marcel Rioux sur l'évolution des idéologies au Québec après 1867 : le nationalisme traditionnel de [112] la survivance, l'idéologie du rattrapage et l'idéologie de la participation. Le premier insistait sur la valeur intrinsèque d'un système fédéral qui fondait l'égalité des deux peuples fondateurs. Les frictions dans son fonctionnement (l'affaire Riel, le problème des écoles séparées au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Ontario, la conscription, etc.) provenaient, selon les nationalistes d'alors, du trop grand attachement des Canadiens anglais à leur mère-patrie anglaise : il aurait suffi que Canadiens français et Canadiens anglais oublient leurs origines et s'entendent sur une nouvelle nationalité basée sur la dualité culturelle pour que cessent ces luttes fratricides. Les mouvements indépendantistes occasionnels ne rallièrent que très peu de Québécois, et ils avaient tendance à disparaître à la moindre concession symbolique ou en période de prospérité. Quant au Canada français, il s'agissait d'une minorité ethnique répandue à travers le Canada, avec son rameau le plus important au Québec.

De 1945 à 1955-1960, une nouvelle génération d'intellectuels, tributaires de différentes occupations et idéologies, mitraille systématiquement l'ordre établi, c'est-à-dire les anciennes valeurs agraires et étroitement religieuses, le nationalisme conservateur et défensif de la tradition, l'immobilisme idéologique et social. On aspirait à la sécularisation de la société, à la démocratisation de sa culture et à l'épanouissement des droits individuels. En particulier, on tentait de mobi-

liser toutes les énergies pour effectuer le rattrapage nécessaire avec l'Ontario et les États-Unis, dont le modèle en matière d'entrepreneurship, de concurrence et d'organisation sociale et politique apparaissait comme la norme à viser. Le travail de sape de l'ancienne superstructure désuète, surtout dans une société déjà urbanisée et industrialisée, ne déboucha pas immédiatement sur un projet de société faisant un certain consensus, tant sur le plan socio-économique et politique que sur le plan national. À certains points de vue, toutefois, le gouvernement Godbout préfigura la « Révolution tranquille », sauf sur la question nationale.

Au moins jusque vers 1955, l'idéologie de rattrapage ne réussit pas à réconcilier les aspirations nationales et les aspirations socio-économiques et politiques. Au contraire, la bête noire, galeuse, responsable de tous nos maux, c'était justement le nationalisme identifié aux traditions vétustés, à l'autoritarisme, au cléricisme. Pour l'essentiel, la clé de la seconde idéologie était et demeure la croyance en l'État fédéral et en la mosaïque ethnique. Les penseurs les plus connus — MM. Trudeau, Pelletier, Marchand et tant d'autres à *Cité libre*, par exemple — s'intéressaient d'abord et avant tout aux droits des individus. Les retards du Québec, ils les imputaient à sa seule incurie. Il suffisait que le pouvoir fédéral adopte des lois rémédialrices afin d'éliminer les disparités économiques et que le Québec cesse d'élire des gouvernements [113] rétrogrades, de se recroqueviller sur un passé médiocre et provincial, pour sortir de la grande noirceur et s'intégrer en toute lucidité dans le grand tout moderne nord-américain.

* * *

Ce libéralisme, dont les facettes socio-économiques allaient jouer un rôle déterminant dans la Révolution tranquille, devait se scinder cependant à la fin des années 1950 sur la question nationale. C'est qu'une nouvelle idéologie avait pris de l'ampleur. En fait, la première fissure profonde dans l'idéologie nationaliste canadienne-française (salut de la nation par la sauvegarde de la foi, de la langue et de la religion) se fait jour en 1936, fissure qui est bien plus importante que l'opposition clercs-laïcs qui nourrira d'autres vues. Pour la première fois, une école indépendantiste rejetait le système comme tel. À ses yeux, l'égalité des deux « races » ou ethnies, l'égalité d'une majorité et

d'une minorité à l'intérieur d'un même État démocratique et l'existence d'un État français à l'intérieur de la Confédération majoritairement anglo-saxonne, n'étaient que des illusions. Dans un même État, la cohabitation favoriserait toujours la majorité dans toutes les décisions importantes. En outre, seule l'indépendance pouvait fournir aux Canadiens français les leviers requis pour reconquérir leur économie. Pour la première fois, des Canadiens français mettaient en cause les structures elles-mêmes, non les individus ou des causes accidentelles.

Après la guerre se développa une pensée articulée systématisant ces éléments : le « néo-nationalisme ». Ses principaux adeptes rejetaient l'interprétation alors dominante de l'histoire canadienne-française, le mythe de l'égalité, le fédéralisme comme tel, la vocation spirituelle ainsi que la signification reçue de la culture et de la survivance canadiennes-françaises. Pour eux, le fédéralisme, de par sa nature, impliquait l'infériorité structurelle pour la minorité à qui on l'avait imposé, fait encore plus patent dans une fédération centralisée regroupant seulement deux peuples, une majorité et une minorité. En démocratie, la majorité trancherait les affaires communes et s'ingérerait dans les affaires internes qui relèvent théoriquement de la minorité. Les mesures centralisatrices des années 1950 étalaient des exemples saisissants de la tendance dite « inévitable » des fédérations à centraliser de plus en plus les pouvoirs pour des raisons liées à l'efficacité, à la complexité des problèmes modernes et à la survivance à côté du géant américain.

Ces opinions sur le système s'articulaient à une nouvelle compréhension de la nation et de la survivance. Les néo-nationalistes ridiculisaient la notion fort répandue qu'une culture pouvait survivre et même se révéler une force dynamique et pertinente sans se nourrir à [114] une vie plus vaste, à l'existence et au dynamisme d'une entité organique — la nation « normale » — s'exprimant dans des activités économiques, politiques et culturelles propres, en étroite interdépendance les unes des autres. Si un peuple aspirait à autre chose qu'à une survivance artificielle de musée, il devait vivre et agir comme collectivité, au lieu de laisser les autres penser, décider, agir et même payer à sa place. C'était là d'ailleurs le postulat fondamental du principal penseur (et du moins bien connu) du néo-nationalisme, M. Maurice Séguin, qui a exposé ces idées sur les plans théorique et historique dans un modèle intitulé *Sociologie du national* (miméo, Université de Mon-

tréal, c. 1965). Ce postulat affirme que « l'agir par soi collectif », la conduite d'elle-même par elle-même, constitue pour une nation la source indispensable de sa vie collective et de son épanouissement. Sans poursuivre et accomplir des objectifs collectifs, comment un peuple peut-il exister comme nation (sauf sur une base folklorique), particulièrement quand ses membres sont trop souvent forcés de travailler dans une autre culture, leur propre langue n'étant qu'un « outil domestique » ou une épice dans la culture dominante.

Ce postulat conduisait à la constatation que l'agir par soi collectif dans les affaires politiques, économiques et culturelles, donc la souveraineté, s'avérait la voie indispensable à la « normalité » pour une nation vivante ; qu'une oppression « essentielle » (au sens philosophique) frappait une nation quand celle-ci en voyait une autre penser et agir à sa place ou, ce qui revient au même, quand la première ne pouvait vivre que dans les institutions et les réseaux de la seconde ; que l'objectif le plus important à poursuivre pour les Canadiens français était *moins ce qui les distinguait* des autres nations et de leur environnement, notamment leur « culture » au sens étroit (lois, langue, religion), que *ce qui les rendrait semblables* aux autres quant à un aspect essentiel : la souveraineté, une existence distincte, réalité décriée par les nations en place vis-à-vis de leurs minorités internes, mais qu'aucune n'a jamais sacrifiée volontairement, y compris le Canada qui ressemble pourtant aux États-Unis et à l'Angleterre en matière de langue. Alors, le problème linguistique n'apparaissait plus comme la clé de voûte, mais comme un simple élément d'un tout plus important. À ce niveau de réflexion, aucune concession ne pouvait satisfaire l'aspiration à l'indépendance, du moins sur le plan théorique. Car la souveraineté (ou l'indépendantisme ou le « séparatisme ») n'était plus fondée sur de prétendues injustices, mais sur la nécessité de l'agir par soi collectif, de l'autonomie d'action, pour une nation vivante. Ces points de vue amenaient à centrer les critiques de la société environnante non plus sur les causes internes [115] (individuelles, culturelles, etc.) mises en relief par les tenants du rattrapage, car elles étaient vues comme des conséquences, mais bien sur les causes structurelles ou institutionnelles de l'infériorité du Canada français, donc sur le fédéralisme canadien.

Tout en estimant l'indépendance nécessaire, l'école néo-nationaliste ajoutait du même souffle qu'elle était impossible dans le contexte ca-

nadien et nord-américain. De là l'opinion de MM. Séguin, Frégault et Brunet à l'effet que le Canada français était condamné à survivre comme minorité inassimilable et infirme — d'où l'épithète « pessimiste » accolé à leur école de pensée. En conséquence, les Canadiens français du Québec se devaient d'arracher la plus grande autonomie possible à l'intérieur de la Confédération comme remède partiel à une maladie incurable, la subordination du Canada français ou son statut de minorité provincialisée, de façon à rendre, comme l'a écrit Séguin, « le peuple minoritaire... *un peu moins pas maître* dans le compartiment biethnique, bilingue et biculturel du Québec » (*l'Idée d'indépendance* (...), Trois-Rivières, 1969, p. 64). Quant aux minorités hors-Québec, elles étaient vouées à l'assimilation ou à la folklorisation.

Cette idéologie puissante, même lorsqu'on l'a contestée fortement (surtout dans les années 1950 et particulièrement chez les spécialistes des sciences sociales), a revigoré et ranimé le nationalisme québécois. Elle a muni de fondements théoriques et fait converger des idéologies jusque-là éparses et souvent déconcentrées sur le plan national, tant chez les nationalistes fédéralistes — en particulier, les libéraux de la Révolution tranquille — que chez les indépendantistes — en particulier, les rinistes. Elle se trouva à arrimer des approches autrement fort différentes à la question nationale et aux problèmes sociaux du Québec. Le sentiment d'appartenance collective et d'infériorité de fait avait émergé péniblement des combats autonomistes des années 1940 et 1950, sans parler de l'expérience à plus long terme de l'union inégale depuis 1867, de l'isolement du Québec à plusieurs reprises, de l'exaltante et courte expérience de la Révolution tranquille elle-même qui démontra l'ampleur des aspirations et les limites rigides du système. Tous ces facteurs se sont combinés pour définir et opposer de plus en plus nettement les besoins et les ambitions différents du Canada et du Québec : le besoin pour le Canada de tisser une toile nationale forte et homogène pour mieux résister à l'attraction américaine ; le besoin vital du Québec pour une autonomie plus large afin de survivre et de se développer comme nation authentique, une nation de plus en plus façonnée et dite par de nouvelles générations de technocrates, de chefs d'entreprise et d'artistes qui s'imposaient dans les années 1960.

* * *

[116]

Entre 1950 et 1970, des changements importants sont survenus dans les idéologies et les attitudes face à la question nationale. Un nombre croissant de Canadiens français du Québec, peut-être la majorité des élites, en sont venus à accepter (consciemment ou inconsciemment) une partie des postulats fondamentaux du néo-nationalisme : la nécessité de vivre, d'agir par soi, d'être autonome dans le plus grand nombre de champs collectifs possible ; et, ultimement, chez les plus radicaux, la nécessité de se déterminer soi-même librement dans les affaires politiques, économiques et culturelles pour devenir « normaux ». Le *slogan* « souveraineté culturelle » des années 1970 n'est-il pas qu'une progéniture partielle et atténuée des prémisses de 1947-1952 ? Le vieux mythe de la simple survivance culturelle et du partage de pouvoirs « neutres » (*i.e.* les pouvoirs politiques et socio-économiques) avec le Canada anglais dans la structure fédérale, s'est estompé avec la Révolution tranquille. Fédéralistes et souverainistes se sont mis à œuvrer pour renforcer « l'État du Québec ». Si les moyens et le degré d'autonomie visé différaient, tout comme d'ailleurs les couleurs des différents livres publiés par les divers partis sur la question, l'objectif ultime n'était-il pas d'assurer un épanouissement normal à une véritable nation au sein d'un nouveau pacte avec le reste du Canada — une fédération renouvelée ou des États souverains associés ?

L'histoire a donc joué un rôle non négligeable dans la formulation du nationalisme moderne au Québec, d'un nationalisme qui, à cause d'une conjoncture ouverte, a pu un temps s'ouvrir vers des horizons progressistes et sortir de la traditionalisation de la société. Les spécialistes des sciences sociales, pour la plupart, ont résisté farouchement au néonationalisme dans les années 1950 et ce n'est que dans le feu de la Révolution tranquille que plusieurs d'entre eux se sont retrouvés nationalistes sans pour autant renier leurs autres principes. C'est que la nation québécoise avait quitté l'univers du mythe messianique et du folklore pour s'épanouir modestement, pendant une brève période, en se déployant sans trop d'entraves en une multitude de champs de l'action collective.